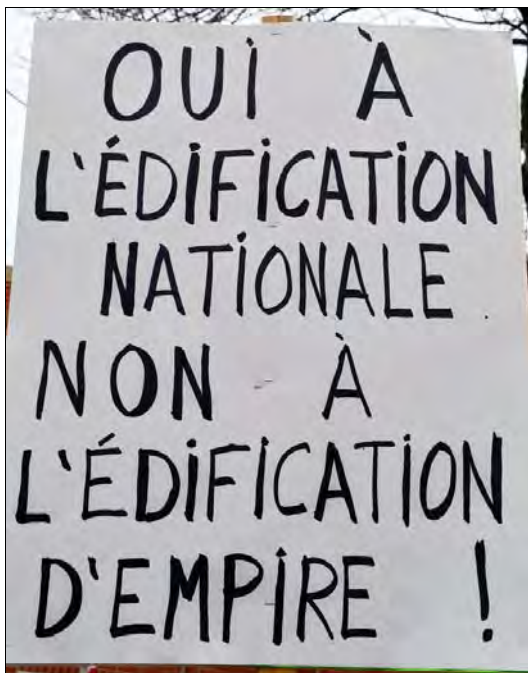


Numéro 95 - 11 juillet 2016

**Frauduleux programme de
réforme électorale du gouvernement Trudeau**

Le PCC(M-L) lance une ambitieuse bataille pour le renouveau démocratique



En préparation pour le 150e anniversaire de la Confédération l'année prochaine, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) lance l'appel à tous à se joindre à son programme pour le renouveau démocratique pour l'année qui vient. Le programme a été lancé lors d'une conférence publique très réussie à Vancouver le 25 juin. La conférence de Vancouver est l'expression de la volonté du Parti d'engager les citoyens et résidents de tous les milieux dans le travail pour le renouveau démocratique et une constitution moderne. D'autres conférences sont prévues partout au Canada et les Canadiens et Canadiennes sont invités à se joindre à la bataille pour la démocratie. Le Parti se met à la disposition de cet important travail.

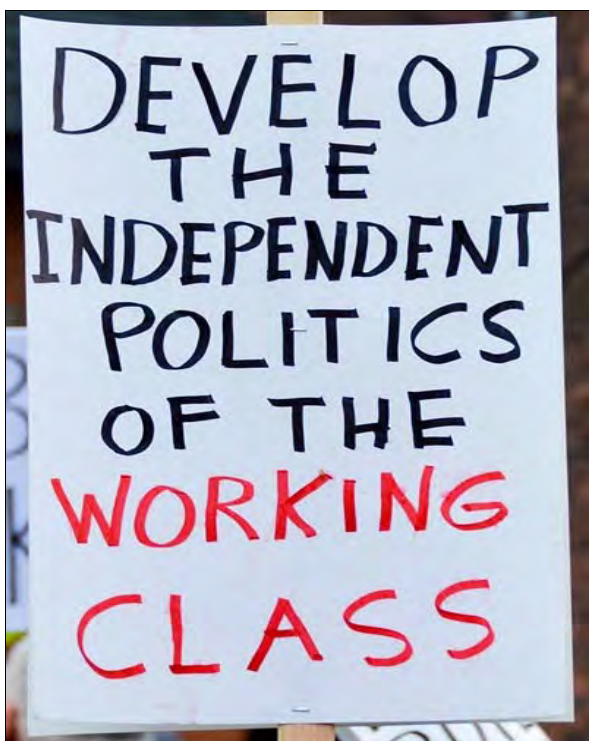
L'initiative populaire est cruciale en toute chose politique. L'élite dominante cherche à submerger les Canadiens avec un programme de réformes politiques décidé d'avance pour « rétablir la crédibilité » des partis politiques, des élections et du Parlement, selon ses dires. Le temps est venu où tous doivent présenter leurs propres propositions plutôt que de se laisser submerger par des choix prédéfinis provenant du bureau du premier ministre, conçus pour bloquer tout mouvement politique qui propose un plan prosocial pour renouveler la démocratie en faveur du peuple.

Réunissons-nous et discutons!



Le président du PMLC Rolf Gerstenberger s'adresse aux participants à la conférence de Vancouver le 25 juin 2016.

Le PCC(M-L) base son programme pour le renouveau démocratique sur la participation du peuple aux affaires politiques. C'est le peuple qui doit être politique pour que le renouveau démocratique devienne une réalité. Les travailleurs doivent se mettre au centre de la vie politique au Canada. Ils doivent être les architectes de leur propre projet d'édification nationale qui affirme leur souveraineté et habilitation. Sinon l'élite dominante qui détient le pouvoir bloquera la voie à la participation du peuple à la politique et le réduira davantage à une masse votante à manipuler tous les quatre ans par le moyen des médias de masse et des firmes de relations publiques se faisant passer pour des partis politiques.



Rolf Gerstenberger, président du Parti marxiste-léniniste du Canada, le nom électoral du PCC(M-L), et ancien président de la section locale 1005 du Syndicat des métaux à Hamilton, a ouvert la conférence de Vancouver avec une présentation allant droit au but sous le thème : « Quel genre de démocratie pour le Canada : le défi que les travailleurs acceptent ». En effet, quel genre de démocratie vit-on, a dit Rolf, quand à tous les jours depuis 150 ans l'élite dominante déploie tous les efforts pour ne pas engager les travailleurs et les autres sections de la population dans la politique mais pour plutôt les en décourager et les attaquer s'ils osent s'organiser pour exprimer leurs opinions en tant qu'individus ou en tant que collectifs. Il a donné plusieurs exemples qui montrent comment les efforts des travailleurs organisés pour résoudre les problèmes économiques au niveau de l'entreprise ou de la communauté sont repoussés et ridiculisés et qu'on leur nie toute voix au chapitre dans le processus politique ou dans la résolution des problèmes de l'économie.

Des milliers de métaux et d'autres travailleurs, comme chez Nortel et dans l'industrie forestière, se sont fait voler leurs prestations de retraite et leurs pensions par le simple trait de plume d'un juge avec le frauduleux processus de faillite d'entreprises. Les partis politiques au pouvoir et les

gouvernements disent avoir les mains liées et ne rien pouvoir faire. Ne rien faire, ne pas résoudre les problèmes, ce n'est pas de la politique, a dit Rolf, c'est de l'antipolitique, c'est anti-peuple et antidémocratique. Si les travailleurs étaient au pouvoir ils ne laisseraient pas les monopoles s'en sauver avec ces activités criminelles. En Alberta, 100 000 personnes sont au chômage à cause de la chute du prix du pétrole qui est hors contrôle et à cause des monopoles pétroliers contre qui les gouvernements ne peuvent prétendument rien faire, et tout cela est considéré comme « normal ». C'est « normal » seulement parce que le peuple se voit nier son droit d'être politique, son droit d'avoir voix au chapitre et d'exercer un contrôle sur sa vie et sur toutes les questions qui le concernent.

À Montréal, les travailleurs municipaux sont traînés devant les tribunaux comme des criminels de droit commun lorsqu'ils prennent position et manifestent publiquement pour dire que les gouvernements ont réduit leurs conventions collectives en torchons. Les grands monopoles, privés ou publics, comme US Steel, les villes ou les entreprises d'État comme Postes Canada disent : « C'est à prendre ou à laisser », et si les syndicats n'acceptent pas de faire les concessions, ils sont punis par des lockouts et criminalisés. Cela ne serait pas considéré comme acceptable dans une démocratie où le peuple a des droits qui sont garantis. Ceux qui définissent nos droits aujourd'hui et ceux qui décident de notre sort (les représentants du gouvernement, les juges, les directeurs d'entreprises) ne sont pas nos collègues, ils ne vivent pas la même vie que nous, ils ne sont pas avec nous dans les usines, les hôpitaux, les maisons d'éducation, les bureaux, les services publics, les forêts et les mines. Leurs intérêts et leurs points de vue se heurtent à ceux des travailleurs, a dit Rolf, et pourtant ils sont au pouvoir et c'est ce qu'il faut changer, c'est ce que le nouveau démocratique doit changer et c'est à nous d'y voir.

La dirigeante nationale du PMLC, Anna Di Carlo, et un représentant de Jeunes pour le nouveau démocratique se sont également adressés aux participants à la conférence, suivis de nombreuses interventions des participants.

Une définition moderne des droits

La conférence a discuté d'une définition moderne des droits centrée sur la réalité que tous ont des droits du fait qu'ils sont des êtres humains. Au Canada, une définition moderne des droits ne s'est jamais matérialisée officiellement parce que les citoyens sont marginalisés par rapport au pouvoir. Le nouveau démocratique doit contester le statu quo où les droits sont définis en dehors d'un gouvernement de droit, par des pouvoirs de prérogative arbitraires de l'État, qu'on appelle pouvoirs policiers. Ces pouvoirs ont été exercés pour défendre l'empire britannique au moment de la Confédération et aujourd'hui ils sont utilisés pour le compte de l'impérialisme américain et des monopoles mondiaux qui dominent dans tous les aspects de la vie au Canada. Dans une société où ce n'est pas le gouvernement de droit qui définit et garantit les droits, les droits du peuple sont soumis à des « limites raisonnables » qui servent les pouvoirs en place.

Quand il s'agit de décider de la direction de l'économie et de la politique étrangère du Canada, les droits du peuple ne sont pas reconnus et c'est le droit de monopole qui a plein pouvoir. Les accords de libre-échange et les alliances militaires subordonnent le Canada au système impérialiste d'États et nient le droit des Canadiens de décider de leurs affaires politiques, militaires, économiques, sociales et environnementales.

Ceux qui décident de la conception et de la définition des droits et qui écrivent la constitution, la loi fondamentale, définissent aussi le genre de démocratie qu'il y aura. Les pouvoirs policiers ont toujours défini les droits au Canada — au XIXe siècle pour défendre les droits coloniaux de l'empire britannique et maintenant pour défendre le droit de monopole dans le système impérialiste d'États dominé par les États-Unis. Une définition moderne des droits et une garantie concrète des

droits et devoirs par un gouvernement de droit soumis à la souveraineté du peuple, encadrée par une constitution moderne, est un élément central du renouveau démocratique.

Éliminer les gardiens du pouvoir

Les participants à la conférence ont souligné que lorsqu'il est question de la réforme du système électoral, l'élite dominante au parlement, par la voix du comité parlementaire qui examine présentement le projet du gouvernement, veut s'assurer qu'il n'y ait pas de discussion publique sur ce qu'il faut aujourd'hui pour garantir le droit d'élire et d'être élu. Comment ce droit s'est-il concrétisé, lequel comprend le droit à un vote informé et l'assurance que les représentants élus et les institutions démocratiques sont subordonnés à l'électorat ?



Le comité parlementaire qui est sous la direction du bureau du premier ministre insiste pour que tout le monde choisisse entre trois options : le vote uninominal à un tour, le vote proportionnel et le vote préférentiel. Ce n'est pas une discussion, ont dit les participants à la conférence de Vancouver, c'est un avilissement de la discussion sur le renouveau démocratique qui bloque la participation consciente. Présenter un choix et des options décidés d'avance, c'est la méthode suivie par les élections organisées par les partis de cartel : il n'y a que leurs candidats sur les bulletins de vote et les enjeux sont décidés et imposés par le barrage médiatique et la publicité électorale. Les trois choix proposés reflètent les préférences des partis de cartel représentés à la Chambre des communes. Ils ont chacun leurs préférences en partant du calcul qu'ils font de leurs chances de victoire électorale. Le comité parlementaire et les partis de cartel sont décidés à bloquer la discussion et à décourager la participation populaire au renouveau démocratique. C'est au peuple de changer la situation. Personne ne le fera à notre place.

Le rôle du mouvement de la classe ouvrière



Il a été question de la façon dont les partis politiques de l'élite dominante sont utilisés pour diviser la classe ouvrière sur des lignes de parti. Au lieu de présenter un des leurs comme candidat, par exemple un militant ouvrier qui a prouvé son leadership dans la lutte pour les droits, les travailleurs sont divisés en fonction des partis et des priorités décidées par d'autres.

La classe ouvrière est humiliée et réduite au rôle de groupe d'intérêts spéciaux. On lui enlève la dignité de la position d'honneur qui lui revient en tant que productrice de la valeur qui fait vivre la société. Le renouveau démocratique doit voir à ce que les véritables producteurs, les travailleurs, exercent un contrôle sur la direction de l'économie et sur toutes les questions économiques, politiques militaires et sociales qui

les affectent.

Les partis de cartel qui sont au pouvoir et dans l'opposition ne sont plus les organisations politiques primaires qu'ils devaient être à l'origine et sont au contraire devenus des gardiens du pouvoir. Ils ont pour rôle d'empêcher le peuple de penser, de discuter et de participer collectivement et consciemment à la politique et au renouveau démocratique.

Comment éliminer les gardiens du pouvoir et les empêcher de bloquer la participation du peuple à la politique et au pouvoir politique est le problème qui est resté dans l'esprit des participants à la conférence. Le facteur crucial aujourd'hui est que tous participent à la discussion sur le renouveau démocratique et présentent leurs points de vue.

Le PMLC a donné aux membres de l'exécutif et aux Jeunes pour le renouveau démocratique la tâche de parler aux travailleurs et à leurs alliés partout au pays et d'engager les jeunes dans la discussion. À ce titre, Rolf invite les personnes et les groupes à se joindre au PCC(M-L) pour organiser des réunions pour élargir la discussion sur le renouveau démocratique et faire en sorte que celle-ci devienne une véritable force pour le changement.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca